L'Orient – Le jour 24-07-2020

Le Drian ferme et incisif : Il faut des réformes sérieuses et crédibles

Le chef de la diplomatie française doit révéler aujourd'hui les détails de l'aide de son pays aux écoles françaises et francophones du Liban.

Par Zeina ANTONIOS

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a adopté hier un ton ferme et particulièrement incisif au premier jour de sa visite officielle à Beyrouth. Face à l'inertie des autorités qui peinent à s'entendre sur les moyens de sortir de la crise, il a appelé une fois de plus le Liban à mettre en œuvre et sans tarder les réformes requises pour obtenir l'aide de la communauté internationale. Ses propos démontrent, encore une fois si besoin, que la France et la communauté internationale attendent du Liban qu'il fasse preuve de bonne volonté en lançant le chantier des réformes. Une fois celles-ci mises sur les rails, il semblerait que le pays pourrait commencer à bénéficier de l'aide qu'il ne cesse de solliciter. M. Le Drian a par ailleurs insisté sur la nécessité de relancer les négociations avec le Fonds monétaire international, seule voie disponible, à l'heure où ces discussions sont au point mort. Le chef du Quai d'Orsay a réitéré ces prises de position lors de ses visites, hier, auprès des dirigeants. Il a été reçu hier matin par le président de la République Michel Aoun à Baabda, puis par le Premier ministre Hassane Diab au Grand Sérail, avant de s'entretenir avec le président du Parlement Nabih Berry à Aïn el-Tiné. Il s'est ensuite réuni avec son homologue, Nassif Hitti, au palais Bustros. M. Le Drian, qui n'a rencontré aucun autre leader politique, s'est entretenu dans l'après-midi avec le patriarche maronite Béchara Raï qu'il a soutenu dans ses appels à la neutralité du Liban, selon plusieurs médias. Mgr Raï a pour sa part affirmé que la neutralité nécessite l'édification d'un pays fort qui puisse défendre sa propre souveraineté, selon un communiqué de Bkerké. Plus tôt dans la journée, le ministre français avait évoqué le « principe de dissociation » du Liban face aux crises régionales, lors d'une conférence de presse au palais Bustros, sa seule prise de parole publique de la journée. « Nous maintiendrons notre soutien à l'armée libanaise, colonne vertébrale de cet État, et aux forces de sécurité dans leur ensemble, qui jouent un rôle crucial pour garantir la stabilité et la sécurité du pays. Il est essentiel que l'État libanais affirme son autorité et son contrôle sur l'ensemble de son territoire et il est indispensable que l'ensemble des responsables libanais respectent et préservent ce principe de dissociation face aux crises qui traversent la région », a dit M. Le Drian.
En soirée, il a participé à un dîner à la Résidence des Pins auquel certains représentants de la société civile ont été conviés, aux côtés de partis politiques réformistes.

L'urgence des réformes

Évoquant la situation économique du Liban, sujet central de ses rencontres avec les dirigeants, Jean-Yves Le Drian n'a pas mâché ses mots. « L'heure est grave. Le Liban est dans une situation très préoccupante. La crise économique et financière fait rage. Elle a des conséquences concrètes dramatiques pour les Libanais, qui s'appauvrissent de jour en jour », a-t-il lancé lors de son point de presse. « Il est aujourd'hui urgent et nécessaire de s'engager de manière concrète dans la voie des réformes. Les attentes que j'exprime ne sont pas simplement celles de la France. Ce sont en premier lieu celles des Libanais, et ce sont aussi celles de l'ensemble de la communauté internationale », a-t-il ajouté.
Pour le chef de la diplomatie française, il ne saurait y avoir d'aides internationales si le Liban ne fait pas preuve de sérieux. « La France est prête à se mobiliser pleinement aux côtés du Liban et à mobiliser l'ensemble de ses partenaires, mais il faut pour cela que des mesures de réformes sérieuses et crédibles soient mises en œuvre. Des actes concrets sont attendus depuis trop longtemps. Et comme je l'ai dit récemment devant le Sénat français, aidez-nous à vous aider ! C'est, mesdames et messieurs, le maître mot de ma visite à Beyrouth », a encore dit M. Le Drian.
« Je pense en particulier à la relance des négociations avec le FMI, notamment à travers la mise en œuvre effective de l'audit de la Banque du Liban. Ne nous faisons pas d'illusions, il n'y a pas d'alternative à un programme du FMI pour permettre au Liban de sortir de la crise », a-t-il martelé, dans une adresse aux opposants aux pourparlers avec l'institution financière, notamment le Hezbollah.
« Je pense également à la réforme du secteur de l'électricité, qui est un chantier emblématique. Je veux le dire clairement : ce qui a été accompli jusqu'à présent dans ce domaine n'est guère encourageant. Je pense à la lutte contre la corruption. Et le président Aoun s'est exprimé fortement sur ce sujet auprès de moi, ce matin. Je pense enfin à la lutte contre la contrebande, ce qui est fondamental pour l'avenir du Liban. Et dans le même esprit, l'indépendance de la justice et le renforcement de la transparence sont indispensables », a encore dit M. Le Drian. « Les solutions pour le rétablissement du pays sont connues déjà depuis longtemps. Avec la conférence de Paris (CEDRE, 2018), nous avions proposé un "contrat de confiance" pour financer des projets de développement en échange des réformes structurelles nécessaires. Le besoin de changement est connu de tous », a-t-il souligné. Le ministre français a rappelé que « les Libanais ont exprimé avec force leurs aspirations légitimes à travers le mouvement de mobilisation populaire engagé en octobre dernier. Ils sont descendus dans la rue pour marquer leur soif de changement, pour marquer la volonté de transparence, de lutte contre la corruption et de meilleure gouvernance de tout un peuple ». « Cet appel n'a malheureusement pas été jusqu'ici entendu », a-t-il déploré.

Les aides aux écoles françaises et francophones
Réagissant à la crise du secteur éducatif, Jean-Yves Le Drian a annoncé un plan d'aide pour les 52 établissements du réseau scolaire français au Liban, sans plus de détails. Il a également évoqué la mise en place d'une fondation pour les écoles chrétiennes d'Orient, qui viendra soutenir tous les établissements francophones du Liban et de la région. Il doit révéler aujourd'hui les détails de l'aide française au secteur éducatif à l'issue d'une visite qu'il effectuera à l'école du Carmel Saint-Joseph à Mechref, où il tiendra une réunion sur l'éducation francophone avec des chefs d'établissements scolaires.

Le chef du Quai d'Orsay prévoit aussi de se rendre avant son départ du Liban à l'hôpital universitaire Rafic Hariri, en première ligne dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus. Il a d'ailleurs évoqué hier l'aide prodiguée par la France au secteur médical libanais. « Dès le début de la crise sanitaire, nous sommes venus en aide au Liban. Notre soutien s'est notamment matérialisé par la livraison d'équipements médicaux. Ce soutien en équipements s'est doublé d'un soutien financier dans le domaine sanitaire », a dit M. Le Drian. « La France déploie également une action humanitaire à destination des populations les plus vulnérables. Le montant de notre soutien humanitaire direct s'établira cette année à 50 millions d'euros. Nous appuyons principalement les services publics de base, notamment les structures de santé », a-t-il ajouté.
Le chef de la diplomatie française a enfin salué les efforts du Liban en matière d'accueil des réfugiés syriens. « Nos efforts ne faibliront pas pour permettre un retour sûr et digne des réfugiés en Syrie », a-t-il conclu.